

Kompetenz nun eben bestritten. Auf der einen Seite behauptet nämlich der Rekursbeklagte, zur Zeit der Anhängigmachung der Alimentationsklage durch die Bertha Döbeli bereits einen festen Wohnsitz, und daher, gemäß Art. 59 B.-V., den Gerichtsstand für persönliche Klagen vermögensrechtlicher Natur in Luzern gehabt zu haben, weshalb das Bezirksgericht Muri zum Erlaß seines Urtheils inkompetent gewesen sei. Andererseits bestreitet Rekurrentin die behauptete Begründung eines festen Wohnsitzes und bezeichnet dieselbe eventuell als irrelevant, indem Wohler nicht aufrechtstehend sei.

3. Nun steht zunächst so viel fest, daß Wohler zur Zeit der Einleitung fraglichen Prozesses, vermutlich um sich der Rechtsverfolgung zu entziehen, seinen Wohnsitz in Wohlen aufgab. Er verfügte sich von dort nach Bünzen, welches er jedoch kurze Zeit darauf, als ihm die Klage zugestellt werden sollte, schon wieder verlassen hatte, angeblich, um sich in den Kanton Luzern zu begeben. Unter diesen Umständen wäre es nun Aufgabe des Wohler gewesen, seine Behauptung strikte zu beweisen, daß er zur Zeit der Hängigmachung der Klage, am 28. August 1882, sein Wanderleben aufgegeben und an Stelle des frühern Domizils ein neues in Luzern begründet habe. Dieser Nachweis ist aber in keiner Weise erbracht; speziell kann aus der erst am 20. September 1882 erfolgten Hinterlegung des Wanderbuches beim Polizeiamt Luzern natürlich gar nichts zu Gunsten des Wohlers geschlossen werden. Ist aber demgemäß anzunehmen, daß derselbe zur Zeit der Litiskontestation einen festen Wohnsitz weder in Luzern noch anderswo gehabt habe, so konnte er ohne Verletzung der Bundesverfassung und speziell des Art. 59 derselben vor den andern, im kantonalen Recht vorgesehenen Gerichtsständen belangt werden; speziell konnte auch gegen die in casu geschehene Durchführung des Kontumazialverfahrens am Gerichtsstand des letzten aargauischen Aufenthaltes, Bünzen, mit Grund etwas Besonderes nicht erinnert werden. Unter diesen Umständen braucht nicht weiter erörtert zu werden, ob Wohler auch als Geldstager sich nicht auf Art. 59 B.-V. berufen konnte, und zwar dies um so weniger, als auch die recurrierte Behörde sich mit dieser Frage gar nicht befaßt. Daß sodann die Publikation des in Frage stehenden

Urteils dem Rekursbeklagten nicht zu Gesichte gekommen, kann natürlich an der Rechtskraft des Urteils nichts ändern. Die Vollstreckbarkeit desselben aber ist, wie Wohler gar nicht bestreitet, rechtsgenüßlich bescheinigt.

Aus dem Gesagten ergibt sich, daß die dem angefochtenen Entscheid der Justizkommission zu Grunde liegenden Erwägungen hinfällig sind. Derselbe muß daher kassiert werden. Da jedoch die genannte Behörde nicht alle Einreden des Rekursbeklagten und speziell nicht diejenige der Verjährung gewürdigt hat, ist der vorliegende Fall zu erneuter Beurteilung an dieselbe zurückzuweisen. Diese Beurteilung muß selbstverständlich auf Grund der in diesem Entscheid entwickelten Rechtsprinzipien erfolgen.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Der Rekurs wird als begründet erklärt und der Entscheid der Justizkommission des Obergerichts von Luzern vom 14. April 1894 wird daher aufgehoben. Genannte Behörde wird eingeladen, im Sinne der Erwägungen in Sachen einen neuen Entscheid zu fällen.

VI. Schuldverhaft. — *Contrainte par corps.*

48. *Arrêt du 11 Juillet 1894 dans la cause Meyer.*

Par jugement du juge de police de Delémont, en date du 11 Mai 1892, 55 citoyens de Delémont furent frappés de l'interdiction de fréquenter les auberges, pour n'avoir pas payé leurs impôts communaux, et cela en application de la loi sur les impositions communales du 2 Septembre 1867 et 368 C. p. p., pour aussi longtemps qu'ils n'auront pas payé les dits impôts et les frais, ceux-ci liquidés en totalité à 222 francs.

Au nombre des condamnés figure le recourant Fidèle Meyer, ingénieur, qui n'avait pas payé ses impôts communaux, s'élevant à la somme de 2 fr. 55 c., pour l'année 1890.

Pour infraction à l'interdiction susmentionnée, Meyer fut condamné à 21 jours de prison, à savoir à 1 jour le 12 Octobre 1892, à 2 jours le 12 Avril 1893, à 3 jours le 7 Juin 1893, à 4 jours le 2 Août 1893, à 5 jours le 9 Août 1893, et à 6 jours le 21 Février 1894.

Sous date du 13 Juin 1894, Meyer a déposé un recours de droit public au Tribunal fédéral, concluant à ce qu'il lui plaise casser, comme inconstitutionnel, le jugement du juge de police de Delémont, et mettre les frais à la charge de l'Etat de Berne. Le recourant fait valoir, à l'appui de ces conclusions, les considérations suivantes :

La loi bernoise sur les impositions communales, du 2 Septembre 1867, en application de laquelle le jugement attaqué a été rendu, est contraire à la Constitution fédérale dans ses dispositions relatives aux peines privatives de liberté qui peuvent être infligées à ceux qui ne paient pas leurs impôts communaux. Toute contrainte par corps est interdite en Suisse pour dette d'argent ; or l'impôt en argent qu'on doit à la commune est une dette ordinaire, et si les poursuites que fait le créancier restent infructueuses, ce créancier, parce qu'il est une commune municipale, n'a pas plus de droits qu'un autre créancier. Il ne peut pas exiger encore que le juge restreigne la liberté individuelle du débiteur, en lui interdisant la fréquentation des auberges. Si ce mode de faire était admis, la commune créancière aurait plus de droits qu'un autre créancier, et la liberté des débiteurs serait dépendante de leur état de fortune. En outre, depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 11 Avril 1889, cette espèce de pénalité attachée par la loi bernoise au non paiement d'une dette, est en tout cas abrogée. D'après la dite loi, la commune n'a que le droit de poursuivre le débiteur et si les poursuites n'aboutissent pas, l'office délivre un acte de défaut de biens. Le juge, dès lors, en faisant application de la loi bernoise de 1867 en 1892, a appliqué une disposition légale inconstitutionnelle, abrogée par la Constitution fédérale, et en tout cas abrogée par la loi postérieure sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Appelé à présenter ses observations sur le recours, le juge de police de Delémont reconnaît l'exactitude des faits allégués par le sieur Meyer, et déclare, attendu qu'il ne s'agit au cas particulier que de l'interprétation de la Constitution fédérale, n'avoir aucune observation à formuler en réponse, mais s'en remettre au jugement du Tribunal fédéral.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1° Le recours n'est point dirigé contre la condamnation du sieur Meyer à 21 jours de prison pour infraction à l'interdiction de la fréquentation des auberges, mais uniquement contre le jugement du 11 Mai 1892, prononçant cette interdiction.

Le recours apparaît comme tardif, puisqu'il n'a pas été interjeté dans les 60 jours à partir du prédit jugement ; ce délai était expiré depuis longtemps déjà lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'organisation judiciaire fédérale.

2° Le recours est d'ailleurs, même si le tribunal de céans devait l'examiner au fond, dénué de tout fondement. En effet :

a) Il ne saurait, tout d'abord, être question, dans l'espèce, d'une violation du principe constitutionnel consacrant l'abolition de la contrainte par corps. La disposition de l'art. 59, al. 3 de la Constitution fédérale n'a trait qu'à l'interdiction de l'emprisonnement comme mesure coercitive en vue du paiement de dettes. Or la loi bernoise de 1867 précitée ne prévoit pas l'emprisonnement, mais se borne à prononcer l'interdiction de la fréquentation des auberges, contre les personnes en retard dans le paiement de leurs impôts communaux. Il n'existe donc, de ce chef, aucune violation de l'art. 59 susvisé. Meyer n'a été condamné plus tard à la prison qu'en suite d'infraction à l'interdiction susmentionnée, ce qui n'a aucun rapport avec la prédite disposition constitutionnelle.

b) L'interdiction dont il s'agit n'implique pas davantage une atteinte à la liberté individuelle, telle qu'elle est garantie par la Constitution fédérale ; cette garantie n'existe, en effet, que dans les limites tracées par la loi, qui peut lui apporter de nombreuses restrictions dans l'intérêt de l'ordre public ; c'est le cas, par exemple, en ce qui concerne les individus

qui, par paresse ou ensuite d'autres vices, négligent de remplir leurs obligations vis-à-vis de leur famille. Ces restrictions doivent, il est vrai, être édictées par une loi, ce qui est précisément le cas dans l'espèce actuelle. La disposition de la loi bernoise apparaît comme une disposition pénale, et n'est, comme telle, évidemment dirigée que contre ceux qui, sans pouvoir s'excuser par l'âge ou par la maladie, omettent, par une négligence coupable, d'accomplir une prestation de droit public.

c) Enfin les dispositions générales de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et les faillites ne peuvent être invoquées à l'appui du recours, attendu qu'elles n'ont trait qu'à la procédure en matière de poursuite.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral
prononce :

Le recours est écarté, soit pour cause de tardiveté, soit comme mal fondé.

VII. Vollziehung kantonaler Urteile. — Exécution de jugements cantonaux.

49. Urteil vom 19. April 1894 in Sachen
Summermatter.

A. Auf Grund eines mit Lucius Scarpatetti abgeschlossenen Kaufvertrages erwirkte B. Summermatter in Moudon, nachdem Scarpatetti während des diesbezüglich angehobenen Prozesses gestorben war, vom 15. Januar 1891 ein Kontumazurteil des Bezirksgerichtspräsidenten von Moudon, durch welches Lina Scarpatetti, Ehefrau des Remigius Scarpatetti, Rosa Scarpatetti und Eva Scarpatetti geb. d'Albertis, sämtlich in Konterz, Oberhalbstein, Graubünden, als Erbinnen des genannten Lucius Scarpatetti zur Zahlung einer Entschädigung von 5000 Fr. und Kostenfolge verurteilt wurden. Im bezüglichen Protokoll ist festgestellt

daß Lina, Rosa und Eva Scarpatetti, obwohl durch Anschlag an die öffentliche Säule in Moudon und Zustellung von Ladungen an die Staatsanwaltschaft in Lausanne citiert, am Rechtstag weder persönlich noch durch bevollmächtigten Vertreter erschienen. Auf dieses Urteil gestützt erließ Viktor Summermatter durch das Betreibungsamt Oberhalbstein einen Zahlungsbefehl an Remigiuz Scarpatetti, von Konters im Oberhalbstein, aufhältlich in Bruck, Herzogtum Salzburg, indem er die Zahlung eines Betrages von 5365 Fr. samt Zins à 5 % seit 26. März 1890 verlangte. Da der Betriebene Rechtsvorschlag erhob, verlangte Summermatter seinerseits beim Kreisamt Oberhalbstein auf Grund von Art. 81 des Betreibungs- und Konkursgesetzes Rechtsöffnung, welche ihm jedoch am 23. November 1893 verweigert wurde. Der bezüglichende Entscheid ist im wesentlichen motiviert wie folgt: Es liege ein vollstreckbares Urteil vor; der betriebene Remigiuz Scarpatetti vertrete als Ehemann seine Frau Lina, welche ihrerseits, im Gegensatz zu den anderen Erben, die Erbschaft des Lucius Scarpatetti nicht ausgeschlagen habe. Dagegen ergebe sich die Begründetheit des Rechtsvorschlages aus der Einrede des Betriebenen, er sei zu den Gerichtsverhandlungen nicht regelrecht geladen worden. Aus dem Ingreß des Urteils des Bezirksgerichtspräsidenten von Moudon gehe nämlich zwar hervor, daß die Beklagten durch Anschlag an die dortige öffentliche Säule, nicht aber, daß sie, und speziell Lina Scarpatetti, durch persönliche Ladung mittelst Chargé-briefes oder Requisition an eine zuständige Amtsstelle geladen worden seien, und noch weniger, daß eine solche Vorladung an Remigiuz Scarpatetti, als ehelichen Vormund seiner Frau ergangen sei. Nun gelte aber wohl überall der prozessuale Grundsatz, daß Ladungen zu Gerichtsverhandlungen an die Parteien selbst oder ihre Sachwalter zu richten seien, und sei ein Abweichen von diesem Grundsatz unstatthaft. Die Einrede des Betriebenen sei somit gemäß Art. 81, Abs. 2 des Betreibungs- und Konkursgesetzes begründet.

B. Gegen diesen Entscheid erklärte Viktor Summermatter unterm 20./22. Januar 1894 den staatsrechtlichen Refurs an das Bundesgericht, indem er den Antrag stellte, es sei in Aufhebung des genannten Entscheides das Urteil des Bezirksgerichtspräsidenten-